

Tribune

Face au créancier chinois, l'Asie du Sud saura-t-elle sortir du « piège de la dette » ?

lundi 25 janvier 2021, par [GUILLARD Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 8 janvier 2021).

L'état financier de la majorité des pays d'Asie du Sud fait craindre un étouffement par la dette. Or cet endettement public est dû principalement aux prêts accordés par la Chine. Du Pakistan au Sri Lanka, les leçons ne paraissent jamais tirées.

Sommaire

- [Cartographie de la dette](#)
- [Dividendes](#)

C'est une observation allant se confirmant, se consolidant dangereusement ces dernières années pour les finances et la souveraineté des pays d'Asie du Sud. Du Bangladesh au Sri Lanka, du Pakistan à l'archipel des Maldives, en passant par la très volatile [1] république himalayenne népalaise, les capitales de la région – à l'exclusion du Bhoutan et de l'Inde, aujourd'hui cinquième économie mondiale, aux capacités financières éprouvées – semblent progressivement converger, en dépit des risques évidents encourus, vers une situation comptable inquiétante. Un « piège de la dette » est désormais possible, et même de plus en plus concret à mesure que les gouvernements de Colombo, de Dacca, d'Islamabad, de Malé et de Katmandou recourent à l'emprunt à répétition auprès de Pékin, à des conditions souvent supérieures au « prix du marché », pour financer leurs coûteux projets d'infrastructures.

Or ces projets ne sont pas toujours nécessairement opportuns ni prioritaires pour le développement économique national. Moins encore parfois pour le bien-être des populations de ces nations appartenant encore au monde en développement, à la gouvernance [2] notoirement déficiente et exposées au fléau de la corruption [3]. En la matière, la politique de la main tendue en direction de Pékin prévaut désormais largement dans le sous-continent indien plutôt que de s'en remettre à l'assistance d'institutions multilatérales au crédit établi de longue date et aux taux plus indolores, à l'image du Fonds Monétaire International (FMI). C'est que la Chine ne conditionne pas son aide à la mise en œuvre de certaines réformes fiscales, réglementaires et comptables, pas toujours appréciées par l'emprunteur et ses administrés.

En Asie du Sud, outre son tragique bilan humain [4], les conséquences financières et sociales considérables de la pandémie de Covid-19 sur l'environnement économique national créent un appel d'air supplémentaire pour l'arrivée de devises et de financements extérieurs. Une brèche dans laquelle s'engouffre sans difficulté la deuxième économie mondiale, déjà très présente dans le paysage comptable du sous-continent indien. La Chine l'est plus encore depuis que le président Xi Jinping impulse (sinon impose) à marche forcée, ces dernières années, son ambitieuse autant que controversée « *Belt and Road Initiative* » (BRI [5]), version III^e Millénaire ou 2.0 des anciennes routes de la soie en d'autres temps chères – et fort rentables – à l'ancien empire du Milieu.

Cartographie de la dette

Dressée en quelques statistiques et grands traits macroéconomiques, une cartographie sommaire de cette dette sud-asiatique consentie auprès du « créancier » chinois illustrera ci-dessous en quelques lignes notre propos, esquissant le sérieux de la situation.

Bangladesh : ces dernières années, Dacca a considérablement eu recours aux prêts chinois pour financer une kyrielle de projets d'infrastructures ventilés de l'énergétique au ferroviaire [6]. L'inclusion de l'ancienne province orientale du Pakistan (jusqu'à son indépendance en 1971) dans la BRI chinoise n'y est pas pour rien. Selon le média allemand Deutsche Welle (DW), Pékin et Dacca auraient contracté pour plus de 20 milliards de dollars de prêts et d'investissements pour mener à bien la partie bangladaise de ce complexe puzzle chinois [7]. La Banque mondiale déplorait il y a peu le fait que la dette extérieure de ce pays ait augmenté de 125 % en l'espace d'une seule décennie - passant de 25 milliards de dollars en 2009 à 57 milliards en 2019.

Pakistan : fin décembre 2020, la presse régionale se penchait - non sans raison - sur la thématique suivante : « Le Pakistan est-il « noyé dans la dette » et perd-il son autonomie politique et stratégique au profit de la Chine ? » [8] À l'automne dernier, l'Institute of Policy Reforms (IPR), un think tank pakistanais affilié au parti du pouvoir (Pakistan Tehreek-e-Insaf - PTI) du Premier ministre Imran Khan, laissait lui-même poindre ses craintes quant à la situation budgétaire critique dans laquelle se trouve le pays aux 235 millions de citoyens : « Pour la seule année fiscale 2020, le Pakistan a ajouté à sa dette et à son passif l'équivalent de 10,4 % de son PIB. La dette extérieure publique a augmenté de 13 % en 2019 et de 5,4 % en 2020. Ces cinq dernières années, la nature des prêts extérieurs a changé, passant de sources multilatérales pratiquant un calendrier de remboursement étiré dans le temps (cf. prêts du club de Paris [9]) à des prêts bilatéraux de nature commerciale aux taux bien supérieurs. Ces derniers émanent principalement de Chine. » Pour rappel, la volumétrie des prêts chinois au Pakistan dépasserait les 22 milliards de dollars. Une situation délicate - qui plus est en période d'atonie économique et de pandémie de Covid-19 - faisant dire à un éditorialiste : « Un pays tel que le Pakistan, avec une tradition de dépenses supérieures aux revenus, des infrastructures et une économie limitées, une inflation élevée, une corruption importante, et victime d'une dette circulaire croissante, est particulièrement exposé au piège de la dette. » Non sans raison.

Sri Lanka : l'ancien Ceylan et sa gouvernance sujette à caution n'a eu de cesse depuis la fin de la guerre civile dans l'île au printemps 2009 de trouver des sources extérieures de financement pour réaliser une noria de projets d'infrastructures plus grandioses - et surtout interpellant - les uns que les autres, tels que le port d'Hambantota, la voie expresse Colombo-Katunayake ou l'aéroport de Mattala. Ces appels à l'assistance comptable ont été généralement favorablement entendus du côté de Pékin [10].

En juin dernier, l'île présentait une dette publique extérieure dépassant les 50 milliards de dollars. Un dixième de cette somme colossale - qui plus est pour une économie dont le PIB n'était que de 84 milliards dollars en 2019 - serait due au créancier chinois [11]. Lors du demi-siècle écoulé, le gouvernement sri-lankais a pourtant obtenu à 16 reprises des plans de sauvetage de la part du FMI. Seul le Pakistan a fait mieux ou plutôt pire, en se tournant vers cette institution à vingt reprises, plus qu'aucune autre nation au monde [12].

Dividendes

C'est à se demander si les responsables politiques et financiers sri-lankais ont retenu la moindre leçon de la très éloquente jurisprudence Hambantota de 2015. À cette date, le nouveau

gouvernement sri-lankais se révèle (sans surprendre grand monde) dans l'incapacité d'honorer la dette contractée auprès de son créancier chinois. Après des mois d'âpres négociations avec ce dernier, Colombo n'a d'autre solution comptable que de céder à son débiteur pékinois le port d'Hambantota et ses 6 000 hectares alentour pour une durée de 99 ans. Comme le dépeindra plus tard le *New York Times*, « ce « transfert » offrit à la Chine le contrôle d'un territoire situé à quelques centaines de kilomètres à peine des côtes d'une rivale, l'Inde, et un point d'ancrage stratégique le long d'une voie navigable commerciale et militaire majeure. »

Il est hélas à penser que ce précédent n'a guère traumatisé les autorités sri-lankaises, ni inspiré trop de craintes chez deux autres voisins d'Asie méridionale se trouvant pourtant dans une situation ténue assez similaire proche. Le Népal - lui aussi « englué » dans les complexes méandres financiers [13] et géopolitiques de la BRI chinoise - et l'État archipélagique des Maldives, pareillement lesté par le poids de sa dette publique vis-à-vis de Pékin (de l'ordre de 25 % de son PIB), fragilisé plus encore par les incidences de la pandémie de Covid-19 sur son secteur touristique [14], pourraient se trouver à court terme aux abois [15]. Colombo, Malé, Katmandou ou Pékin ont beau aujourd'hui prétendre le contraindre : le jour venu, il n'y aura que la Chine pour tirer des dividendes de ce scénario sans suspens à l'épilogue annoncé.

Olivier Guillard

P.-S.

• Asialyst. 8 janvier 1949 :

<https://asialyst.com/fr/2021/01/08/face-crenacier-chine-asie-du-sud-sortir-piege-dette/>

• Spécialiste de l'Asie, chercheur au CERIAS (Université du Québec à Montréal), le D^r Olivier Guillard est l'auteur du livre « De l'impasse afghane aux errances nord-coréennes : chroniques géopolitiques 2012-2015 » (NUVIS, Paris, 2016). Il a publié divers ouvrages sur la volatile scène politique et stratégique du sous-continent indien, dont « Pakistan 2020 : sur la voie du développement... ou du délitement ? » (L'Harmattan, Paris, 2001), « Géopolitique de l'Inde : ambitions nouvelles » (PUF, Paris, 2016). Entre autres régions d'Asie, il a abondamment voyagé en Inde, en Corée du sud, en Afghanistan, en Birmanie, au Sri Lanka, au Pakistan, en Chine, en Thaïlande, en Indonésie, au Népal, au Cambodge ou encore au Bangladesh. Titulaire d'un Doctorat en droit international public de l'Université de Paris XI, il est aussi directeur de l'information de la société Crisis24 (GARDAWORLD), un cabinet de conseil et d'ingénierie spécialisé dans l'analyse et la gestion des risques internationaux.

• Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

Faire un don :

<https://www.helloasso.com/associations/les-amis-d-asialyst/formulaires/1/widget>

Notes

[1] Le Népal a vu onze gouvernements différents se succéder entre début 2018 et fin 2020.

[2] Dans leur *Rule of Law index 2020*, les chercheurs du World Justice Project placent le Pakistan au 120^e rang mondial sur 128 États étudiés, le Bangladesh au 115^e, le Sri Lanka au 66^e, le Népal au 61^e.

[3] Dans son Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2020, Transparency International fait apparaître le Pakistan au 120^e rang sur 180 pays, des États les plus affectés par la corruption, le Sri Lanka à la 93^e place, le Népal à la 113^e, le Bangladesh au 146^e rang, enfin, les Maldives à la 130^e place.

[4] Ce jeudi 7 janvier, le bilan humain de l'épidémie de Covid-19 dans le sous-continent indien s'établit comme suit : 10,3 millions de cas et 150 336 morts en Inde ; 519 905 cas et 7 718 morts au Bangladesh ; 495 095 cas et 10 511 morts au Pakistan, 263 605 cas et 1 903 morts au Népal, 46 780 cas et 219 morts au Sri Lanka, 13 988 cas et 49 morts aux Maldives.

[5] *South China Morning Post*, 1^{er} décembre 2019.

[6] Notamment le prêt de 3 milliards de dollars de la China EximBank pour la construction d'une liaison ferroviaire et routière enjambant la Padma river.

[7] Deutsche Welle (DW), 11 juillet 2019.

[8] The EurAsian Times, 30 décembre 2020.

[9] Un groupe informel de créanciers publics accordant des allègements de dette aux pays fortement endettés afin que ces derniers parviennent à rétablir leur situation financière.

[10] À l'instar de ce récent prêt pékinois de 550 millions de dollars destiné à financer diverses mesures dictées par la pandémie de Covid-19.

[11] *The Diplomat*, 23 octobre 2020.

[12] *Asia Nikkei Review*, 12 octobre 2020.

[13] Lors de la visite de Xi Jinping à Katmandou à l'automne 2019, le Népal et la Chine ont paraphé divers projets transhimalayens en relation avec la BRI pour un montant approchant les 3 milliards de dollars.

[14] Lequel représente près de 30 % du PIB national ; PNUD, rapport de mai 2020.

[15] *Asia Nikkei Review*, 15 septembre 2020.